

| PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION - 2014-3 | | |
|---|---|---|
| RÉUNION | COMITÉ CONSULTATIF DES SERVICES D'AIDE TEMPORAIRE (CCSAT) | |
| LIEU | Place du Portage, Phase III, Tour C, Salle de conférence 12C1-101A | DATE Le 9 septembre 2014 HEURE De 13 h 30 à 16 h |
| ORDRE DU JOUR DE LA RÉUNION | | |
| 1. Mot d'ouverture 2. Approbation du procès-verbal des réunions du 25 février et du 13 mai 2014 du CCSAT 3. Le point sur la lettre d'intérêt (LI) du CCSAT n° E60ZN-14NTHS/A 4. Le point sur les groupes de travail 5. Le point sur les invitations de SAT 6. Le point sur l'utilisation des SAT 7. Autres points 8. Tour de table 9. Prochaine réunion 10. Levée de la séance | | |
| PARTICIPANTS À LA RÉUNION | | |
| NOM | ORGANISATION/PROJET ET RÔLE | PRÉSENT |
| REPRÉSENTANTS DES FOURNISSEURS (Industrie des SAT) | | |
| Meredith Egan (AIM Group Inc.) | Association nationale des entreprises en recrutement et placement du personnel (ANERPP) | ✓ |
| Eric Joannis (CLA Personnel et V.-P. du chapitre d'Ottawa, ANERPP) | ANERPP | ✓ |
| Jeremy Ingle (Brican Personnel Inc.) | ANERPP | ✓ |
| Paul Gagnon | Portage Personnel Inc. | |
| Dan Moorcroft | QMR Consulting & Professional Staffing | ✓ |
| REPRÉSENTANTS DES CLIENTS (Ministères fédéraux) | | |
| Roland Dimitriu | Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) | ✓ |
| Ray Paquette (Remplaçant de R. Dimitriu) | TPSGC | |
| Caroline Carson | Santé Canada | ✓ |
| Brenda Harlow | Ressources naturelles Canada (RNCan) | |
| REPRÉSENTANTS DES POLITIQUES ET PROCESSUS (Direction générale des approvisionnements de TPSGC) | | |
| John Penhale (Directeur) | Direction de la stratégie d'approvisionnement et de la gestion du rendement (DSAGR), Bureau des petites et moyennes entreprises et Engagement stratégique (BPME-ES) | |
| Helen Seto (Chef d'équipe d'approvisionnement, Division de la gestion de la stratégie) | DSAGR, BPME-ES | |

| | | |
|--|--|---|
| d'approvisionnement [DGSA]) | | |
| Adam Albahrani (Remplaçant d'Helen Seto) | DSAGR, BPME-ES | |
| Lynn Ménard (Directrice principale) | Direction de la gestion des comptes d'approvisionnement (DGCA), BPME-ES | ✓ |
| Janice MacDonald (Présidente et directrice principale) | Direction de l'acquisition des services professionnels (DASP) Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies (SGAST) | ✓ |
| Rose Spirito (Vice-présidente et gestionnaire, Direction des stratégies d'acquisition [DSA]) | DASP, SGAST | ✓ |
| Mark Newman (Secrétaire et chef d'équipe pour les SAT, DSA) | DASP, SGAST | ✓ |
| Stephanie Riley (Spécialiste de l'approvisionnement) | DASP, SGAST | |
| INVITÉS | | |
| Normand Masse (Directeur général) | SGAST, Direction générale de l'approvisionnement (DGA), TPSGC | ✓ |
| Matthew Henry (Chef d'équipe d'approvisionnement) | Transformation du Programme des approvisionnements, Secteur de la gestion des affaires, DGA, TPSGC | ✓ |
| Jacinth Morgan (Chef d'équipe d'approvisionnement) | DSAGR, BPME-ES, DGA, TPSGC | ✓ |
| Tara Egan (Agente des services à la clientèle) | DSAGR, BPME-ES, DGA, TPSGC | ✓ |
| | | |
| Compte rendu | | |
| 1. Mot d'ouverture | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Normand Masse, directeur général, Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies (SGAST) présente Janice MacDonald, la nouvelle directrice principale de la Direction de l'acquisition des services professionnels (DASP) du SGAST en remplacement de Vincent Robitaille. La nouvelle présidente du Comité, Janice MacDonald, souhaite la bienvenue à tous les participants. Présentations à tour de rôle. | | |
| 2. Approbation du procès-verbal des réunions du 25 février et du 13 mai 2014 du CCSAT | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Tous les membres sont d'accord. Les procès-verbaux provisoires des réunions du CCSAT du 25 février et du 13 mai 2014 sont acceptés. Les procès-verbaux des précédentes réunions du CCSAT sont disponibles sur le site Achatsetventes.gc.ca à l'adresse suivante : https://buyandsell.gc.ca/cds/public/2014/06/27/9c0e773317a63b66f995e1cb095882c8/minutes_of_meetings_-_français.zip. | | |

3. Le point sur la lettre d'intérêt (LI) du CCSAT n° E60ZN-14NTHS/A

- On fait le point sur la LI n° E60ZN-14NTHS/A diffusée sur Achatsetventes.gc.ca le 27 juin 2014 (<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-lapprovisionnement/appels-d-offres/PW-ZN-004-27761>).
- On présente, à des fins de discussion, un sommaire des expressions d'intérêt reçues des membres du CCSAT représentant les fournisseurs (14) et les clients (14) des membres du CCSAT, lesquelles sont classées Protégé et Confidentiel, ainsi que différentes options pour configurer la mise à jour de la composition du Comité.
- Les options qui exigeraient qu'un membre du groupe Fournisseurs se qualifie pour un nombre précis de volets d'offres à commandes (OC) et d'arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) ont soulevé des commentaires des membres du groupe Fournisseurs actuels. On signale que le nombre de volets pour lesquels un fournisseur est préqualifié n'est pas une indication de la qualité de ce fournisseur. Les membres représentant les fournisseurs expriment également des préoccupations concernant les options qui limiteraient les membres du groupe Fournisseurs aux associations, puisque cela est trop restrictif et empêcherait une représentation proportionnelle de l'industrie.
- Le Comité est actuellement composé de 15 membres (cinq du groupe Fournisseurs, trois du groupe Clients et sept du groupe Politiques et processus). Conformément à une recommandation formulée par Normand Masse, les membres conviennent que la taille du Comité devrait être limitée à tout au plus 20 membres, afin de s'assurer que la taille du CCSAT soit toujours gérable.
- En ce qui a trait à limiter le nombre de membres du CCSAT par groupe d'intérêts, Normand Masse formule les suggestions suivantes :

| Groupe d'intérêts | Nombre maximal de membres |
|-------------------------|---------------------------|
| Fournisseurs | de 8 à 10 |
| Clients | 5 ou 6* |
| Politiques et processus | 5** |

*En mettant l'accent sur les utilisateurs finaux des SAT.

**Exige la réduction du nombre actuel.

- On recommande d'inclure la participation d'un représentant d'un organisme central au Comité. Tout particulièrement, Normand Masse suggère que le secteur des relations de travail et de la rémunération du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada soit représenté au sein du CCSAT. Cette organisation serait catégorisée sous le groupe d'intérêts politiques et processus. (P.-S. : Afin de gérer la taille du Comité, on convient que l'on demandera au Secteur des relations de travail et de la rémunération du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de participer aux réunions à titre d'invité).
- Un membre du groupe Fournisseurs suggère que de nouveaux membres devraient se joindre au CCSAT, cela aurait des répercussions constructives sur l'amélioration de la méthode d'approvisionnement des SAT.
- TPSGC tiendra compte des opinions exprimées et continuera de peaufiner les options d'adhésion au CCSAT.
- Un membre du groupe Fournisseurs suggère que les membres actuels du CCSAT représentant les clients pourraient aider à évaluer qualitativement les candidats représentants les fournisseurs.
- On précise l'exigence du cadre de référence du CCSAT selon laquelle les membres doivent régulièrement participer aux réunions du Comité. Tout particulièrement, en utilisant « pourrait », l'énoncé suivant permet au président, ou à son remplaçant, de déterminer à sa discrétion si un membre devrait être renvoyé pour ne pas avoir participé aux réunions : « Le fait de ne pas assister ou de ne pas envoyer de remplaçant à trois réunions consécutives du Comité sans justification écrite pourrait entraîner le renvoi d'un membre ».
- On fait remarquer que s'il y a un intérêt à exiger un quorum lors des réunions du CCSAT, le mandat du Comité sera examiné en conséquence. D'autres discussions concernant la question du quorum aux réunions du CCSAT devront être reportées jusqu'à ce que la liste de membres du CCSAT soit finalisée.
- D'autres sujets sont discutés et sont consignés dans le procès-verbal sous les points 7 et 8 à l'ordre du jour.

MESURES DE SUIVI :

- TPSGC invitera un représentant du Secteur de la rémunération et des relations de travail du SCT à participer aux réunions du CCSAT à titre d'invité au besoin.

- TPSGC présentera une liste des membres finalisée du CCSAT à la prochaine réunion.

4. Le point sur les groupes de travail

- Le vice-président présente un aperçu (voir ci-dessous) des quatre groupes de travail établis lors de la réunion précédente du CCSAT le 13 mai 2014 afin de traiter des enjeux attribués.

| Groupe de travail | Sujet(s) | Membres |
|-------------------|--|--|
| 1 | Trousse d'information à l'intention de TPSGC concernant l'industrie des SAT | Jeremy Ingle (président du GT) |
| 2 | Site Web d'information à l'intention des travailleurs temporaires par l'entremise du site Web de TPSGC | Paul Gagnon (président du GT) Jeremy Ingle Brenda Harlow |
| 3 | Évaluation des fournisseurs de services d'aide temporaire | Dan Moorcroft (président du GT) Autres – à déterminer |
| 4 | Satisfaction des clients et rendement des fournisseurs de services d'aide temporaire | Dan Moorcroft (président du GT) Roland Dimitriu Rose Spirito Helen Seto |

- Les présidents des GT (groupes de travail) présents à la réunion signalent qu'il n'y a pas eu d'activités des GT cet été.
- Le président du GT 4 encourage les membres à se porter volontaire pour participer aux groupes de travail.
- Puisque les sujets des GT 3 et 4 sont similaires, on convient qu'ils seront fusionnés dans un seul. Par conséquent, le GT 4 sera supprimé et le sujet ainsi que les membres seront transférés au GT 3, comme documenté ci-dessous.

| Groupe de travail | Sujet(s) | Membres | Date |
|-------------------|---|---|--------------|
| 3 | <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des fournisseurs de services d'aide temporaire • Satisfaction des clients et rendement des fournisseurs de services d'aide temporaire | Dan Moorcroft (président du GT) Roland Dimitriu Rose Spirito Helen Seto Autres – à déterminer | À déterminer |

- Le vice-président signale que les groupes de travail fournisseurs - clients (FC) et fournisseurs - politiques et processus (FPP) décrits dans l'ébauche du cadre de référence pour le CCSAT n'ont pas encore été établis. Il faut noter que l'ébauche du cadre de référence a été préparée en insérant les révisions proposées du cadre de référence du CCSAT établi en décembre 2013, y compris l'établissement proposé des deux GT permanents des fournisseurs.

5. Le point sur les invitations de SAT

T1 (EF 2014-2015) Mise à jour

- Ouvertes à l'industrie des SAT du 1^{er} avril au 30 juin 2014.
- Publiées et accessibles sur le site Web Achats et ventes.
Demande d'offres à commandes (DOC) : E60ZN-110002/F :
<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-ZN-002-26793>
Demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) : EN578-060502/I
<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-ZN-004-26794>
- Les évaluations, attributions, comptes rendus et clôtures seront effectués du 1^{er} juillet au 30 septembre 2014.
- Cinq soumissions ont été reçues en réponse à la DOC (toutes de nouveaux fournisseurs); quatre ont été jugées

conformes, ce qui porte le nombre total de titulaires d'OC pour des SAT à 167.

- Sept soumissions ont été reçues en réponse à la DAMA (six de nouveaux fournisseurs et une d'un détenteur actuel); six ont été jugées conformes, ce qui porte le nombre total de titulaires d'AMA pour des SAT à 181.

T2 (EF 2014-2015) Mise à jour

- Ouvertes à l'industrie des SAT du 1^{er} juillet au 30 septembre 2014.

6. Le point sur l'utilisation des SAT

- Un sommaire mis à jour des données du rapport d'utilisation trimestriel des SAT, y compris le T4, pour l'EF 2013-2014 et le T1 pour l'EF 2014-2015 est présenté.
- On rappelle aux membres que pour tous les trimestres après le T2 de 2013-2014, les données étaient fondées sur les montants attribués réels. Pour les trimestres précédents, les données étaient fondées sur les montants facturés.
- Les montants présentés démontrent que l'écart entre l'utilisation des OC et des AMA n'a pas changé depuis l'exercice 2010-2011; environ 70 % d'utilisation des OC et 30 % pour les AMA, \pm 5 %. Les seules anomalies observées pendant cette période ont eu lieu dans les T3 et T4 de 2012-2013, lorsqu'il a été déterminé que l'utilisation des AMA a été d'environ 44 % selon les valeurs consignées.
- Selon les données du rapport d'utilisation trimestriel des SAT en date du 26 août 2014, les éléments suivants ont été présentés pour le T1 de 2014-2015 concernant les OC et les AMA des SAT :
 - Volume d'affaire par fournisseur (top 15)
 - Volume d'affaire par ministère et organisme fédéral (top 15)
 - Nombre des commandes subséquentes aux OC et valeurs d'attribution moyennes pour le top 15 des fournisseurs d'OC en ce qui a trait au volume d'affaires
 - Nombre des contrats des AMA et valeurs d'attribution moyennes pour le top 15 des fournisseurs d'AMA en ce qui a trait au volume d'affaires
 - Nombre de commandes subséquentes, de contrats et de modifications des SAT
 - Volume d'affaire par type d'activités (commande subséquente, contrat et modification)
 - Nombre de ministères et d'organismes clients ayant utilisé ou pas chaque méthode d'approvisionnement des SAT
 - Le nombre de commandes subséquentes aux OC par classification des SAT (les 10 classifications les plus utilisées)
 - Le nombre de contrats d'AMA par classification des SAT (les 10 classifications les plus utilisées)
 - Volume d'affaire par classification des SAT
- On discute de données présentées dans le rapport d'utilisation trimestriel des SAT.
- Tout particulièrement, on exprime des préoccupations concernant le volume d'affaires déclaré par les fournisseurs sans indiquer la classification des SAT de la ressource.
- Le responsable des SAT tentera d'établir et de mettre en place des processus d'assurance de la qualité pour les données du rapport d'utilisation trimestriel, certains traiteront des lacunes associées au modèle actuel de rapport d'utilisation trimestriel des SAT.

MESURE DE SUIVI :

- TPSGC mènera un processus d'assurance de la qualité sur les données du rapport d'utilisation trimestriel des SAT pour le T1 de 2014-2015, et, lorsque nécessaire, communiquera avec les fournisseurs concernant des renseignements manquants ou des déclarations non uniformes.

7. Autres points

Préoccupation relative aux attestations de sécurité

- Un membre du groupe Fournisseurs explique que lorsqu'une attestation de sécurité est requise pour un contrat de SAT, la politique actuelle du gouvernement fédéral exige que les experts-conseils incorporés détiennent une attestation de sécurité d'installation (ASI), et ce, même s'ils ont un contrat de sous-traitance auprès d'une entreprise qui détient déjà une ASI. Le membre demande les raisons de cette exigence, et indique qu'exiger une ASI pour les experts-conseils incorporés entraîne des retards (jusqu'à un an) et crée donc des obstacles pour remporter des contrats. Le membre signale que la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de TPSGC est

actuellement débordée par les demandes d'attestation de sécurité, et il suggère de modifier la politique actuelle.

- On fait remarquer que plusieurs experts-conseils ont déjà des attestations de sécurité, mais que très peu possèdent une ASI. Afin d'éviter l'exigence d'ASI pour les experts-conseils incorporés, un membre du groupe Fournisseurs indique que dans certains cas, une entreprise de SAT pourrait créer une relation d'employé-employeur avec la personne; donc, embaucher l'expert-conseil plutôt que lui offrir un contrat de sous-traitance.
- Lynn Ménard précise qu'elle participe au Comité consultatif des fournisseurs de TPSGC (CCF, <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/ccf-sac-fra.html>) et qu'elle soulèvera les préoccupations susmentionnées à la prochaine réunion du CCF.

MESURES DE SUIVI :

- TPSGC présentera un compte rendu au CCSAT lorsqu'il recevra des mises à jour concernant le plan d'action de la DSIC pour résoudre les retards dans le traitement des demandes d'attestation de sécurité, y compris les ASI, comme mentionné ci-dessus. Il faut noter que cette question n'est pas propre aux SAT, elle touche toutes les activités d'approvisionnement.
- Lynn Ménard transmettra les préoccupations relatives aux attestations de sécurité à la réunion du CCF prévue pour la semaine du 15 septembre 2014, y compris les questions suivantes : 1) l'exigence selon laquelle les personnes doivent obtenir une ASI s'ils obtiennent un contrat de sous-traitance; et 2) les délais pour l'obtention des attestations de sécurité. Elle fournira une mise à jour à la prochaine réunion du CCSAT.

Confidentialité des renseignements contenus dans les propositions des fournisseurs

- Un membre du groupe Fournisseurs exprime des préoccupations concernant la confidentialité d'un plan de travail que son entreprise a fourni au client fédéral dans sa réponse. Selon le membre, le client a transmis son plan de travail à une autre entreprise, laquelle a obtenu le contrat.
- Le membre du groupe Fournisseurs touché a indiqué qu'il ne souhaitait pas identifier le client concerné par la violation de ses droits de propriété intellectuelle et qu'il aimerait que nous traitions de la question de manière plus générale (p. ex., en envoyant un communiqué de rappel aux clients fédéraux).
- TPSGC signale que cette violation des droits de propriété intellectuelle ne peut pas avoir visé un contrat de SAT puisque les méthodes d'approvisionnement des SAT n'exigent pas que les fournisseurs fournissent des plans de travail. Par conséquent, on convient qu'aucun plan d'action n'est requis du responsable des SAT.

Formation relative aux SAT

- On signale que le module de formation en ligne pour les SAT pour la RCN est maintenant disponible sur Skillport, le système de gestion de l'apprentissage intermédiaire de TPSGC.

MESURE DE SUIVI :

- Une fois la liste des utilisateurs des SAT de la RCN inscrits mise à jour, TPSGC enverra un communiqué à tous les utilisateurs annonçant la disponibilité du module de formation et il les encouragera à suivre la formation à titre de rappel. (**P.-S.** : Un communiqué a été envoyé le 8 octobre 2014 à tous les utilisateurs des SAT de la RNC inscrits pour les aviser de la disponibilité du module de formation sur Skillport).

Solutions rapides pour les SAT

- Le développement d'une stratégie nationale d'approvisionnement en biens et en services (SNABS) pour les SAT entraînera des changements et des améliorations à long terme. TPSGC précise qu'en attendant, on pourrait envisager d'introduire des mesures immédiates pour améliorer les méthodes d'approvisionnement en SAT.

À des fins de considération pendant le développement d'une SNABS pour les SAT

- Un membre du groupe Fournisseurs déclare qu'il n'y rien dans les méthodes d'approvisionnement des SAT pour évaluer la qualité des ressources de services d'aide temporaire. Les clients doivent accepter une ressource si celle-ci semble correcte sur papier. Le vice-président répond que ce problème peut être traité par le biais de la formation. Il faut rappeler aux clients qu'il est possible d'exiger des références des ressources, mais que cela doit être indiqué dans la demande de disponibilité et dans la demande de services.
- Un membre du groupe Clients suggère que l'outil des SAT pourrait être la cause du comportement non éthique de certains fournisseurs de SAT et que les clients doivent signaler les incidents à TPSGC plus souvent. TPSGC doit être averti des pratiques peu scrupuleuses de certains fournisseurs afin d'être en mesure d'améliorer les méthodes d'approvisionnement des SAT de manière à les prévenir. Le membre représentant le client ajoute que l'utilisation

des SAT doit être limitée. Par exemple, les SAT ne devraient pas être utilisés par les clients en tant qu'outil d'embauche (p. ex., acquérir un conseiller spécial par le biais des SAT pour une période de temps avec l'intention d'embaucher la personne plus tard à titre de cadre supérieur du gouvernement fédéral).

- Un membre du groupe Fournisseurs fait remarquer que certains clients indiquent qu'ils cherchent une ressource de niveau cadre supérieur dans la demande de disponibilité, même si les travaux pourraient être effectués par une ressource subalterne. Le membre suggère que les clients font cela puisque des ressources ne sont pas disponibles dans les niveaux les moins élevés de rémunération pour certaines classifications. L'utilisation de cette tactique suggère que l'OC des SAT ne fonctionne pas comme prévu.

8. Tour de table

- Un membre du groupe Fournisseurs se demande quelle est la raison d'être du CCSAT. Le vice-président signale que cela est expliqué dans le cadre de référence du CCSAT. Voici un extrait pertinent :
 - 1.0 Objectif du Comité
 - 1.1 Aider la Direction générale des approvisionnements (DGA) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) à gérer, améliorer et élargir ses instruments d'achat prénégociés (ci-après appelés méthodes d'approvisionnement), pour la prestation de services d'aide temporaire (soutien de bureau, services administratifs, services opérationnels, services techniques et services professionnels) (par. 5.0) aux ministères fédéraux dans la région de la capitale nationale (RCN), en offrant des conseils et/ou en formulant des recommandations sur les méthodes d'approvisionnement.
 - 1.2 Offrir un forum pour favoriser une communication franche et ouverte entre tous les groupes d'intérêt identifiés dans la présente concernant la prestation de services d'aide temporaire (SAT) aux ministères fédéraux dans la RCN.
 - 1.3 Surveiller l'efficacité et l'efficience des méthodes d'approvisionnement de SAT pour les ministères fédéraux dans la RCN, et établir les rapports connexes.
- Si un membre souhaite suggérer des modifications au cadre de référence du CCSAT, il doit envoyer ses recommandations au responsable des SAT.
- Prolongation des SAT : Un membre du groupe Clients précise que lorsqu'une demande de prolongation de SAT a été refusée en raison de la terminologie utilisée (p. ex., des références à des mots comme expertise, projet ou produit livrable), il n'a jamais eu de problème à rectifier et à clarifier la question par la suite. Il ajoute que les commandes subséquentes et les contrats des SAT auxquels son groupe a participé ont été légitimes en ce qui a trait à la valeur et à la durée de la commande subséquente ou du contrat initial. En fait, il signale qu'il n'a pas constaté que des clients sous-évaluaient intentionnellement la portée des commandes subséquentes ou des contrats de SAT pour par la suite accroître la valeur et la durée plus tard dans le cadre de modifications.
- Selon un membre du groupe Politiques et processus, le développement d'une SNABS pour les SAT sera efficace puisqu'il permettra de solliciter une grande consultation des partenaires et de traiter la mauvaise utilisation des méthodes d'approvisionnement du SAT.
- On suggère que la SNABS pour les SAT ne devrait pas uniquement modifier les méthodes d'approvisionnement existantes, mais également envisager d'optimiser les nouvelles technologies qui découleront de l'initialement d'approvisionnement électronique du gouvernement fédéral.
- On précise qu'on n'a pas encore commencé à rédiger une ébauche de SNABS pour les SAT. Il y a plusieurs mesures de consultation qui doivent tout d'abord être terminées (p. ex., diffuser des questionnaires, organiser des rencontres en personnes et des webinaires avec les intervenants, recueillir et analyser la rétroaction des intervenants).
- À la lumière des données du rapport d'utilisation trimestriel des SAT présentées à la réunion, un membre du groupe Fournisseurs reconnaît que beaucoup de travail devra être effectué sur le plan de l'assurance de la qualité et de veiller à ce que les rapports d'utilisation trimestriels des SAT soient remplis correctement et exactement par les fournisseurs.
- La présidente indique qu'elle a hâte de participer au CCSAT et de voir des résultats concrets.

9. Prochaine réunion

- La date de la prochaine réunion du CCSAT reste à déterminer.
- Le mardi 25 novembre 2014 serait fort probablement la date la plus rapprochée pour la prochaine réunion.

| |
|--|
| |
| 10. Levée de la séance |
| <ul style="list-style-type: none">La séance est levée autour de 16 heures. |

Pièce jointe :

- Le dossier présenté lors de la réunion du 9 septembre 2014.